

traîner des peuples entiers à sa suite aux pieds de Jésus-Christ, son Roi bien-aimé.

Voilà ce que sait l'enfer. Voilà ce qu'il redoute. Il ne veut plus d'une France catholique, cette belle création surnaturelle du Cœur de Jésus. Il ne veut même pas d'une France impie, car une France impie ne resterait pas telle pendant longtemps. Le bon sens et le cœur reprendraient bientôt le dessus : jamais en effet, comme l'a dit Léon XIII, elle ne s'est égarée toute entière ni pour longtemps : "nec tota nec diu desipuit." La crainte d'une résurrection catholique de la France, voilà, messieurs, la clef de la plupart des événements contemporains. Et c'est parce que les sectes prévoient cette résurrection qu'elles redoublent de rage pour l'empêcher. J'en conclus que nous devons espérer. Il est dit dans l'Apocalypse que le démon ayant reçu le pouvoir de persécuter l'Eglise s'agita avec fureur parce qu'il savait que son temps serait court. "Descendit diabolus habens iram magnam, sciens quod modicum tempus habet." Il en est de même aujourd'hui. Si Satan, incarné dans la franc-maçonnerie, s'agit avec tant de rage contre tout ce qui est saint, c'est parce qu'il sent que l'empire lui échappe et que son temps va finir.

—L'Union fraternelle du Commerce et de l'Industrie a tenu les 25 et 26 juin dernier à Paris, sa dixième assemblée annuelle qui a obtenu un très grand succès et qui a été ouverte comme chaque année, par une messe solennelle à Montmartre et la consécration au Sacré-Cœur.

—Les Francs-Maçons ayant donné une conférence maçonnique à Mende dans les premiers jours de juin, Mgr l'évêque du diocèse a tout de suite adressé à ses prêtres une lettre spéciale dénonçant la maçonnerie et accompagnée d'une brochure antimaçonnique.

---

IRLANDE.—Les archevêques et évêques d'Irlande ont profité de leur réunion annuelle à Maynooth le 21 juin dernier pour protester contre l'injustice dont sont victimes les catholiques en matière d'éducation universitaire. Ils ont adopté la résolution suivante :

Résolu—Que nous croyons qu'il est de notre devoir de protester une fois de plus, en notre nom et au nom de nos ouailles, contre le refus persistant du gouvernement de rendre justice aux catholiques d'Irlande en matière d'éducation universitaire. L'équité et la modération de nos revendications ont été reconnues, tant à la Chambre des Communes que dans le pays, par les hommes politiques les plus éminents de tous les partis et il est de notre devoir de proclamer avec reconnaissance que nous devons à des membres distingués du gouvernement de Sa Majesté et en particulier à celui d'entre eux qui occupe actuellement le poste de